

communiqué de SUD Culture dénonçant la répression de la manifestation du 22/11 en soutien aux migrant-e-s

Paris le 27/11/2015

Dimanche 22 novembre une manifestation en solidarité avec les migrant-es était prévue à l'appel de nombreuses organisations. Suite aux attentats odieux du vendredi 13 novembre, la préfecture de police a malheureusement décidé d'interdire cette manifestation, alors qu'elle ne posait aucun problème. Un certain nombre d'organisations a néanmoins maintenu l'appel à manifester.

Un petit millier de personnes s'est donc retrouvé place de la Bastille dimanche après-midi. A la fois pour exprimer sa solidarité avec les migrant-es et aussi pour dénoncer l'interdiction de manifestation, qui constitue une sérieuse restriction aux libertés essentielles, que l'état prétend pourtant défendre. Après une bonne heure de rassemblement, plusieurs centaines de personnes ont décidé de partir en manifestation, suivant le parcours initialement déposé. Fortement encadrées par la gendarmerie, elles ont réussi à rejoindre la place de la République sans aucun incident.

Le lendemain, la préfecture a immédiatement « dénoncé » 58 personnes au parquet de Paris pour avoir bravé l'interdiction de manifester. En conseil de Paris, le préfet a également déclaré que les poursuites seraient exemplaires.

Le mardi 24 novembre, plusieurs personnes ont reçu des convocations les invitant à se rendre à la Sûreté Territoriale, située rue Bourdon.

Nous dénonçons cette politique de criminalisation des

mouvements sociaux, de restriction des libertés et nous apportons notre soutien aux personnes qui ont été dénoncées par la police.

Nous refusons que les pouvoirs publics tentent de casser les luttes sous prétexte de l'état d'urgence et nous pensons au contraire que c'est par l'exercice complet de tous nos droits que nous pourrons faire reculer l'intolérance et la haine.

La vraie réponse aux attentats inacceptables du 13/11 consiste à défendre plus que jamais nos libertés fondamentales, à continuer la mobilisation pour l'égalité des droits, pour la liberté de circulation et d'installation, pour la justice sociale et contre tous les fanatismes et groupes d'extrême-droite, religieux ou politiques.

SUD Culture Solidaires